

Géographie du changement, géographie en mouvement¹

Pierre Janin

La diversité des activités menées, encadrées ou plus discrètement soutenues depuis 1967 par Georges Courade, Directeur de recherches à l'IRD, en France et en Afrique subsaharienne, rend aléatoire leur bilan exhaustif. Dès lors, n'est-il pas plus fécond de retracer les étapes-clés et les éléments d'un compagnonnage scientifique qui débute en 1990 sur les Hautes Terres du Cameroun et connaît un point d'orgue vivifiant avec le message de *L'Afrique des idées reçues* en 2006. Si ce témoignage est indiscutablement empreint d'une certaine subjectivité, par les anecdotes relatées et les observations proposées, il n'en est pas pour autant dénué d'ambition scientifique.

Ce texte vise, en effet, à mettre en exergue l'ensemble des procédures, individuelles et collectives, linéaires et complexes – de mise en route des différentes activités scientifiques comme les « manières de faire » sur le terrain et dans les ateliers de réflexion – mis en œuvre pour réaliser pleinement la recherche pour le développement en partenariat, à laquelle Georges s'est pleinement consacré, sans arrière-

¹ Ce titre fait référence au témoignage scientifique de Georges Courade, publié en 2007 dans le n° 191 de la *Revue Tiers-Monde*, sous le titre « Géographe ORSTOM-IRD dans une Afrique en mouvement », pp. 553-572.

pensée disciplinaire, carriériste ou institutionnelle, signant par là des variations libres tout au long d'un itinéraire de chercheur impliqué.

Cet engagement, loin de tout militantisme réducteur, a recouvert plusieurs formes, tout au long de cette carrière consacrée à la géographie du développement en Afrique : décroisement et confrontations intellectuelles en constituent sans aucun doute un des principaux fils directeurs. Quels que soient les terrains et les thématiques abordés, proximité et intimité avec les objets de recherche apparaissent ainsi comme des points de passage obligés pour les jeunes chercheurs qu'il a formés. Ils ont été au cœur de l'encadrement assuré par Georges dont ils constituent, en quelque sorte, la marque scientifique. Le bilan que l'on peut faire de cette école de la recherche révèle l'existence d'un cheminement collectif construit, fait de doutes et d'exigences où rien n'était acquis mais aucune piste n'était exclue. Le titre de ce texte renvoie donc explicitement à cette géographie de l'éphémère et du changement pratiquée sans relâche par l'intéressé, dans des contextes singuliers et évolutifs.

1. Unicité des terrains et priorité au contact direct

Un des points marquants de la démarche holistique de recherche, d'abord testée au Cameroun au sein du projet des « Observatoires du changement et de l'innovation sociale au Cameroun » (OCISCA), puis reprise au Burkina Faso dans le projet « Vulnérabilité alimentaire et sécurité nutritionnelle » (VASN), a été de coordonner étroitement « entrées » thématiques et « lieux » de recherche.

Pour ce faire, des lieux représentatifs de la problématique à étudier, ayant déjà fait l'objet d'études monographiques, ont été choisis. Au Cameroun, plusieurs « observatoires² » ont été retenus : en milieu urbain (Douala), à la frontière nigériane, en zone de vieille plantation (chefferie Bafou, village de Yemessoa). Au Burkina Faso, c'est une petite province densément peuplée, au carrefour de plusieurs communautés (peule, mossi, gourmantché), en zone sahélo-soudanienne de transition, enclavée et peu étudiée, qui a été retenue. À chaque fois, des chercheurs ont pu plaider pour un élargissement géographique ou institutionnel contre lequel la raison a fini par l'emporter. Cette volonté

² La spécificité de la démarche « observatoire » tient aux éléments suivants : unicité de lieux qualitativement représentatifs de situations et des processus à observer ; définition d'une problématique adaptée au contexte et aux enjeux ; suivi d'une sélection d'indicateurs et/ou d'analyseurs pertinents à des fins comparatives ou modélisatrices.

répondait à des calculs tactiques visant le plus souvent à médiatiser la recherche auprès des décideurs avides d'informations instantanées extrapolables.

À la fois cadre d'inscription spatiale du changement social et méthodologie d'enquête fortement problématisée, l'approche « observatoire » a connu depuis le succès que l'on connaît (Réseau d'observatoires ruraux à Madagascar, Observatoire de la pêche au Sénégal, etc.) avec des déclinaisons statistiques qui n'ont plus rien à voir avec l'objectif premier de laboratoire de formation à la recherche par la recherche.

Il faut, en effet, se replacer dans le contexte du début des années 1990 pour saisir l'originalité de la démarche. Il était alors de mise pour l'ensemble des jeunes chercheurs de travailler de manière isolée au gré des allégeances, des clientèles, des proximités, des affinités de terroir, des liens de parentèle ou d'appartenance politique. Chacun bataillait pour obtenir, parfois de haute lutte, un ensemble de ressources matérielles et financières, dont il pourrait user à sa guise. À tel point que le contenu réel de la recherche, sa qualité, sa valorisation éventuelle importaient parfois moins que les attributions fortement politisées de sa territorialisation redistributive. Ceci était valable pour l'ensemble des parties en présence. Certains doctorants français n'étaient ainsi pas les derniers à faire part, tout à la fois, de leurs ambitions, de leurs restrictions mentales et de leur clientélisme au risque de s'éloigner d'une recherche de qualité.

À ces pratiques, la recherche animée par Georges est venue opposer des engagements précis, au risque parfois de déplaire. Ainsi, le chercheur devait nécessairement « mettre la main à la pâte », collecter lui-même les données de terrain, sans déléguer à des enquêteurs hâtivement formés ou à un technicien de recherche. Il n'y avait pas, non plus, de « périmètre » réservé à tel ou tel scientifique, comme souvent dans les années 1970 et 1980. Pas de versement de frais de mission sans déplacement réel sur le terrain. Désormais, la recherche suivait des étapes précises, chaque chercheur travaillant en présence d'autres chercheurs. Yemessoa, village forestier éclaté de cacaoculteurs en vieille zone de plantation et Bafou, chefferie bamiléké emblématique de l'Ouest du Cameroun embrassant un flanc montagneux volcanique, « la Gnagna, métallique et inoxydable » dans l'Est du Burkina Faso, enclavée, aride et sous-développée étaient devenus nos « terrains ».

Pourquoi les avoir choisis ? Nul choix frileux, en l'occurrence, comme cela a parfois été dit. En réduisant le champ spatial d'investigation, il était possible d'associer des enquêtes quantitatives et quali-

tatives et de donner une relative profondeur historique aux changements observés³. D'où un travail minimal préalable de synthèse à l'aide de documents bibliographiques. Ces lieux, devenus singuliers parce que nous les parcourions seuls ou en équipe, à pied ou en véhicule, pour des périodes intenses d'enquête, ont été un point d'entrée privilégié pour analyser les ruptures et les continuités sociales ou économiques dans un environnement global qui se modifiait sensiblement. Nous avons choisi d'être au « village » pour observer, au plus près, les processus travaillant les individus, les familles, les villages, à charge – pour ceux qui le souhaitaient – ensuite de les relier à des données plus générales et à un cadre théorique plus robuste.

L'intérêt, pour le jeune chercheur en formation que j'étais, était d'être « au contact » avec des milieux et des sociétés apparemment très différents : espaces de vie fluides de la zone forestière centrale camerounaise ou finages villageois éclatés du Sahel burkinabè ; terroirs construits et cloisonnés de l'aire culturelle bamiléké. Discuter directement en français avec des chefs d'exploitation agricole et des responsables de famille avait quelque chose de jubilatoire. A l'époque, je ne percevais pas assez ce que cette proximité pouvait avoir de rare. Avec le recul, après avoir mené d'autres recherches de terrain en pays baoulé (Côte d'Ivoire) et en pays gourmantché (Burkina Faso), où la présence d'un traducteur est presque indispensable, j'en mesure tout le prix. Dans chaque cour familiale, je me sentais « citoyen du monde », presque chez moi, observant, dessinant, mesurant et interrogeant sans cesse. Puis, il fallait quitter les petits jardins de case méticuleux et verdoyants de l'Ouest du Cameroun pour arpenter les champs cultivés, souvent éloignés du village dans l'Est du Burkina. Sans avoir toujours lu les documents de base sur ces « pays » bamiléké, bété ou gourmantché, je faisais le choix de redécouvrir en l'éprouvant visuellement et psychologiquement ce qui avait été écrit sur les logiques sociales et les pratiques paysannes. Ce compagnonnage modeste me semblait de nature à permettre à éprouver l'endurance et la réactivité des individus dans un contexte de renforcement des risques et des incertitudes. Et si « administrer le questionnaire », auprès de volumineux échantillons (un peu plus de 500 ménages au Cameroun et au Burkina Faso avec plusieurs « passages »), avait quelque chose parfois de fastidieux, le désarroi et le courage dont faisait preuve chaque

³ Retour dans des terroirs déjà longuement étudiés au Cameroun, choix délibéré d'une province délaissée au Burkina Faso.

enquêté avaient quelque chose de profondément humain et d'intemporel.

2. Décloisonnement des rapports disciplinaires et hiérarchiques

A l'heure où la recherche pluridisciplinaire semble de plus en plus décriée par les tutelles politiques et académiques afin de promouvoir l'excellence, il paraît judicieux de rappeler combien, demeure fécond, pour les doctorants, de se frotter sans tabous ni idées reçues avec les concepts, les hypothèses et les méthodologies propres à d'autres disciplines. Là résident, sans doute, un des avantages et une des difficultés de la géographie du développement, au carrefour des sciences sociales. Ainsi, au Cameroun comme au Burkina Faso, ai-je vécu sans crispation particulière les emprunts, le butinage incessant fait à d'autres disciplines, qu'il s'agisse de l'économie, de la sociologie, de l'anthropologie, des sciences politiques ou encore de la nutrition.

Cette démarche n'était pas acquise pour autant. Rappelons-nous les débats collectifs à l'Institut des Sciences Humaines de Yaoundé de l'automne 1990. Nombre de chercheurs plaidaient alors encore pour leur chapelle disciplinaire, cherchant à maximiser sa place plutôt qu'à arbitrer par rapport à l'objet même de la recherche : la capacité des sociétés paysannes à digérer le changement de mode de régulation politique et marchande imposé par les bailleurs de fonds internationaux. C'est pourquoi, la première ébauche de questionnaire OCISCA tenait davantage de la compilation. Il y eut donc quelques arbitrages déchirants, la démographie parvenant aisément à insérer une fiche « Ménage » sans pouvoir obtenir l'ajout de questions plus pointues sur la nuptialité ou la fécondité. Les géographes, appuyés par les sociologues, innovaient en proposant un module sur les solidarités sociogéographiques (échanges de réciprocité et liens sociaux) que P. Eloundou-Enyegue reprendra ultérieurement dans sa thèse aux États-Unis. Georges bataillait également pour introduire un ensemble de questions qualitatives qui suscitaient encore peu d'engouement parmi les économistes. Était-ce parce qu'elles nécessitaient une présence plus active du chercheur sur le terrain ? Ou parce que leur traitement informatique était plus problématique ? De nombreuses réunions eurent donc lieu pour arriver à un questionnaire d'une vingtaine de pages qui ne contentait véritablement personne mais constituait un « produit non négociable » après un processus consensuel arbitré. Tous ces débats eurent l'avantage de me démontrer la nécessité à asseoir une légitimité scientifique et à contrôler habilement les développements d'un projet.

La collaboration avec nos collègues nutritionnistes et épidémiologistes dans l'étude de la vulnérabilité alimentaire dans l'Est du Burkina Faso démontra la justesse du propos. Nous eûmes, de prime abord, du mal à nous comprendre, tant les différences méthodologiques, théoriques et bibliographiques l'emportaient. Nous étions pour une immersion immédiate au village afin de tester certaines hypothèses et d'appréhender la vulnérabilité alimentaire des ménages « par le bas ». Nos collègues jugeaient plus utile de construire un cadre conceptuel d'analyse de la vulnérabilité sur la base de déclarations d'acteurs impliqués (représentants administratifs, agents de développement,...) et de travaux établis. De nombreuses réunions eurent lieu, en 2000 et en 2001, sans vraiment trouver de solution définitive, même si nous essayâmes de nous comprendre. Nous nous retrouvâmes, en fin de compte, sur la question des indicateurs de vulnérabilité apparente et réelle, de nature à permettre de hiérarchiser des zones et des niveaux de risque. Nous étions également parfaitement d'accord sur le robuste plan de sondage à mettre en place afin de sélectionner les villages, les concessions et les ménages à enquêter.

Dans les deux cas, après coup, il me semble bien que des enjeux de légitimité et de pouvoir venaient fortement parasiter les échanges scientifiques. Au Cameroun, il y eut la présence immuable des « aînés » camerounais comme français, théoriquement censés nous aiguiller mais qui s'efforçaient souvent de maintenir un rapport de séniorité et une présence hiérarchique pesante. Tous ces « chefs », réels ou supposés, m'obligeaient à une certaine retenue et à une certaine patience, étant le « cadet » du groupe. Au Burkina, il y eut d'implicites confrontations sur l'objet, les hypothèses et les méthodes de recherche, sans dégager de consensus constructif. Certes, les jeux de pouvoir n'étaient pas toujours visibles mais n'en étaient pas moins réels. Ils se dévoilaient, de manière plus ou moins insidieuse, lors des réunions, dans le tour de prise de parole, dans le partage des tâches et les arbitrages méthodologiques et budgétaires. À certains égards, c'était sans doute une des découvertes les plus fâcheuses : les clivages disciplinaires et hiérarchiques semblaient solides, excluant d'avance les ouvertures. Je découvrais donc un univers passablement verrouillé, chacun étant à la fois, le « petit », l'obligé et le dominant d'un autre. Ceci explique sans doute le choix judicieux, fait par Georges, de maintenir à distance technocrates, experts et cadres administratifs, souvent désireux d'orienter les recherches.

En fin de compte, un des acquis de ces confrontations, au-delà des incompréhensions réciproques, reste l'idée selon laquelle rien n'est

donné pour acquis et peut toujours être remis en cause. La réussite des recherches coordonnées par Georges Courade tient donc à cette liberté d'esprit et de ton, et à l'autonomie qui en découla, loin des pesanteurs institutionnelles. C'est ce compagnonnage, au gré des discussions tantôt acides, tantôt apaisées, à Yemessoa, à Bafou ou Yaoundé, à Bogandé dans la Gnagna ou à Ouagadougou, qui permit le développement d'une recherche de qualité avec nos partenaires africains.

Par la suite, nous avons pris l'habitude – dans le cadre des réunions de travail comme dans les ateliers de cadrage des problématiques de thèse ou d'apprentissage à la rédaction d'articles scientifiques à Yaoundé comme à Ouagadougou – de présenter librement nos sujets de recherche respectifs. Et ce n'était pas rien que d'amener des personnes, d'origine, de sexe, de statut et de générations différentes à s'exprimer sous le regard des autres. Il faut dire que les remarques incisives fusaient souvent. Par chance, Georges régula les discussions avec rigueur et attention, proposant toujours, au terme des débats, des pistes constructives.

Le décloisonnement institutionnel et psychologique auquel ce dernier aspirait, l'exposait aussi parfois à certaines confrontations. Ainsi sur la réduction des frais de mission, décision éthiquement responsable, dans la mesure où nous travaillions dans des sociétés fortement précarisées et fragilisées, il affronta la bronca de certains chercheurs africains et français, au Cameroun et au Burkina, sans jamais se décourager ni se renier. Il imposa, en outre, un égalitarisme dans l'attribution des moyens de fonctionnement et des tâches scientifiques, qui était nouveau. Il nous familiarisa inévitablement à l'idée que la légitimité ne se décrète pas mais qu'elle se construit bien davantage par les actes que l'on pose, par la qualité éminente de la réflexion que l'on produit comme par l'effort altruiste porté aux autres pour dégager un espace de valorisation personnelle. Le temps passé et accordé permet de s'imposer peu à peu sans que l'on ait besoin de s'évertuer à rappeler que l'on est « chef ».

3. Reformulation permanente des questionnements par rapport au terrain

La recherche, mise en œuvre au Cameroun entre 1990 et 1995, au sein du projet OCISCA, puis au Burkina Faso, entre 1999 et 2004 au sein du projet VASN, ne possédait pas, à l'origine, le caractère finalisé que les textes de présentation lui ont donné ultérieurement. Nous

savons tous combien il est aisé de reconstruire le passé à l'aune de l'expérience accumulée, quitte à oublier certains événements et en mettre d'autres en avant. De fait, nous avons souvent progressé en tâtonnant, même si Georges semblait posséder une vision claire de ce qui devait advenir. Sa détermination s'enracinait fortement dans l'expérience accumulée en termes de formation à la recherche par la recherche et dans les liens établis avec certaines « élites » lors de ses précédents séjours camerounais. Il en résultait une légitimité réelle que son investissement personnel venait parachever. Nul doute qu'il y eut là, convergence de certains facteurs qui ont facilité la greffe partenariale du projet.

Un des enseignements les plus marquants de cette période initiatique au Cameroun reste l'apprentissage du va-et-vient réflexif entre démarche inductive et déductive. Processus repris ensuite dans la Gnagna pour l'analyse de la vulnérabilité apparente et réelle des ménages et des territoires. Dès le départ, le choix avait été fait d'une recherche proche des acteurs, adaptée aux spécificités locales, Un mouvement permanent nous animait, de l'observation à l'analyse et inversement. De longs entretiens nous informaient sur la fragilité des « moyens d'existence » et les stratégies de survie des femmes chefs de ménage ou des vieux chefs de concession. Puis, nous les relisions pour déceler les incohérences et les oublis, avant de retourner « sur le terrain » pour les amender. Chaque questionnaire eut donc droit à plusieurs versions testées lors de « descentes sur le terrain ». Malheureusement, un tel perfectionnisme n'était pas nécessairement partagé. Cela eut néanmoins le mérite de nous montrer que la recherche était faite de doutes, de tâtonnements permanents, chaque demande de précision pouvant modifier la nature des réponses. Nous nous perdions parfois en conjectures. Les indispensables phases préliminaires d'enquête ont autant servi à nous éprouver qu'à tester nos questionnaires. Des arbitrages, parfois déchirants, eurent lieu (sur les revenus, la parenté responsable ou la migration). Nous dûmes aussi faire preuve d'originalité pour mesurer les greniers céréaliers des Peuls, des Mossis et des Gourmantchés au Burkina et en assurer un suivi temporel efficace.

La confrontation avec les enquêtés a constitué une épreuve salutaire : certains chercheurs semblaient parfois à la peine pour créer une atmosphère de connivence et de simplicité et manquaient à la fois de curiosité et de pugnacité. Peu à peu, nous apprîmes aussi à tenir compte du contexte sociopolitique de l'enquête (présence de tierce

personne, lieu retenu pour la discussion) comme des silences, des vides et des oublis. Peu à peu, nous apprîmes à composer, une même question pouvant donner lieu à différentes réponses plausibles et argumentées. Je compris ainsi combien la recherche se différenciait de l'expertise : dans ses temporalités, ses objectifs, ses méthodes. Un enquêteur reste fondamentalement un enquêteur. Il est certes généralement soucieux de bien faire (de vérifier le niveau de remplissage d'un grenier, de compter le nombre d'essences arborées dans une parcelle), mais il effectue une tâche préparée et rate parfois certaines opportunités scientifiques. Chercheurs et enquêteurs prirent alors conscience de la fiabilité incertaine des données collectées (y compris les réponses à des questions fermées). Phénomène très souvent passé sous silence par les opérateurs de développement (ONG et bailleurs de fonds) ou réduit à la seule validation statistique. On comprend aisément ce que ce perfectionnisme pouvait représenter comme rupture méthodologique et psychologique avec certaines pratiques de « mise à distance » des enquêtés, certains chercheurs laissant les techniciens organiser les phases d'enquête. Cette pratique nous fut d'ailleurs reprochée et des combats d'arrière-garde eurent lieu au prétexte que les chercheurs n'étaient pas des enquêteurs.

Problématique, méthodologie et questionnaires ont évolué de concert, à partir de la présentation des projets de recherches initiaux (Observatoires du changement et de l'innovation sociales au Cameroun, Vulnérabilité alimentaire et sécurité nutritionnelle dans l'Est du Burkina Faso). Le premier avait été pensé, dès le début, comme un laboratoire d'étude des effets des politiques d'ajustement structurel en vieille économie familiale de plantation (café et cacao)⁴. Il s'agissait de fournir, à chaud, des informations significatives sur les recompositions et le vécu des changements en cours, à partir d'enquêtes de terrain. Le second cherchait à explorer les relations entre les risques apparents, la vulnérabilité réelle et les états nutritionnels des individus en milieu rural soudano-sahélien burkinabè. Nos « pères fondateurs » eurent à cœur de n'interdire aucune piste. C'était revigorant mais, en même temps, un peu angoissant.

De nombreuses questions ont hanté nos discussions. Comment rendre compte, de manière nuancée, d'événements immédiats ? Comment éviter la collecte d'indicateurs instantanés inutiles ? Quel

⁴ Marquée par la disparition des protections et des soutiens au monde rural, la privatisation des nombreuses sociétés agro-industrielles ou encore l'émergence de nouvelles formes d'expression citoyenne.

interlocuteur privilégié (le chef de ménage ou son épouse) ? Devions-nous considérer le ménage (à base économique), l'unité de résidence (à base démo-géographique) ou l'exploitation agricole comme unité pertinente d'enquête ? Comment distinguer les innovations sous contraintes (liées à l'aridité, à l'enclavement ou à la pauvreté) des évolutions au long cours ? À chacune de ces interrogations, nous avons tenté d'apporter des réponses sur la base d'arbitrages raisonnés et discutés. Une immersion géographique, dans les concessions, sur les marchés, nous a aidés à comprendre le fonctionnement des économies régionales et la vulnérabilité des ménages. Tout était prétexte à tester nos hypothèses et nos méthodes : un déplacement en taxi avec un jeune migrant de retour, une pause dans la vente à emporter d'une femme chef de ménage. Nous étions constamment curieux et en éveil.

Fait plus important encore, Georges nous apprit qu'une recherche ambitieuse doit éviter de recycler de vieilles hypothèses et d'appliquer des protocoles de recherche sans les réadapter aux contextes locaux. Nous sommes donc, à chaque fois, partis de presque rien – des observations et des questions éparses – pour élaborer une problématique pertinente, puis la transcrire en questions de recherche, avant de retenir une méthodologie adéquate. Certains ont d'ailleurs vécu cela comme une petite révolution. D'où des questionnaires maintes fois revus et corrigés, par modules, à passages répétés, associant le qualitatif (récit de vie) et le quantitatif (évaluation des revenus). Dans les deux projets de recherches, l'idée centrale était de ne retenir que les indicateurs et les analyseurs indispensables pour rendre compte des fragilités, des ruptures, des vulnérabilités comme de la réactivité des individus et des ménages.

4. Dépasser les incompréhensions et les idées reçues

En 1990, mon insertion dans le projet OCISCA fut à la fois aisée et pénible. Arriver en début de programme fut une bonne chose ; la curiosité silencieuse dont je fis preuve ne fut pas moins utile. Au titre des facteurs handicapants, il y avait mon impréparation manifeste à comprendre les spécificités camerounaises, mélange détonnant de mises en scène, de codes sociaux et d'affects. À dire vrai, j'étais à la peine les premiers mois. Il me manquait des lectures sur les sociétés camerounaises de l'Ouest et du Centre, et de la maturité afin de comprendre certaines logiques comportementales. Il me fallut du temps pour reconnaître que le politique préemptait fortement les rapports

sociaux. De fait, se déroulait au quotidien une véritable microphysique du pouvoir à laquelle je n'étais pas vraiment préparé par mes études académiques. Le « terrain » eut l'heur et l'art de me déniaiser scientifiquement. À Yemessa et à Bafou, je fis l'apprentissage de la versatilité des rapports interindividuels ; je découvris les enjeux dont j'étais porteur à mon insu ; je tâtais aussi de la menace voilée et insidieuse. Je découvris que la réussite d'un projet devait composer avec certains intérêts individuels ou disciplinaires qui rendaient toute programmation hasardeuse. Ce point particulier se confirmera en 1991 avec le projet avorté de l'observatoire rizicole dans l'Extrême-Nord du Cameroun pour le compte de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE) de l'époque et, plus tard, avec les suites du programme « Vulnérabilité alimentaire et sécurité nutritionnelle ». Tout ceci participait bel et bien d'une expérience fondatrice. On m'expliqua que les chercheurs du projet étaient fortement travaillés par les tensions géopolitiques de la société camerounaise, autour des pôles établis : « sudistes » acéphales, « hommes de l'Ouest » à chefferie et « Nordistes » musulmans héritiers des royaumes. Ceci me fournissait, certes, quelques clés de compréhension mais risquait de m'enfermer dans certaines idées reçues dont je me méfiais. En attendant mieux, il me fallut composer et faire avec cette grille d'explication. Par comparaison, la situation était beaucoup plus claire et maîtrisable au Burkina en 2001 : les chercheurs étaient peu nombreux, les enjeux institutionnels moins politisés.

Dans les deux cas toutefois, le « terrain » fut un lieu d'émulation et d'explication. Les observatoires du projet OCISCA deviendront, pour un temps, des scènes sociales où « aînés » et « cadets » joueront leur partition. Compétition n'était pas un vain mot lorsqu'on se replonge dans l'atmosphère de l'époque marquée par le début des Conférences nationales, l'ouverture politique et l'attisement des fêlures communautaires. De fait, ces deux « villages » sont devenus les lieux emblématiques d'un brassage de chercheurs issus d'horizons disparates, mais également de tensions et de vifs débats auxquels je m'attendais fort peu, étant donné mon inexpérience. Ainsi, mon objet de recherche était à la fois « dedans » et « dehors », auprès des planteurs familiaux comme dans la découverte des chercheurs camerounais « ajustés ». Il y eut, au cours de la première année à Yaoundé (1990-1991) et à Ouagadougou (1999-2000), un travail de fond pour se familiariser avec de nouveaux concepts. Les premières missions de terrain furent également l'occasion de remettre en cause certaines idées reçues tenaces.

Avec tous les chercheurs du projet OCISCA, j'appris beaucoup. Avec Isabelle Grangeret-Owona, ingénieur agronome, il fut question de système de culture, d'agroforesterie mais surtout de « gestion sociale de la fertilité ». Grâce à la généalogie foncière des exploitations bamiléké, nous tordîmes le coup au mythe de l'héritier unique, seul à même de permettre leur reproduction dans un espace saturé. La cartographie des exploitations montra l'existence d'espaces interstitiels de colonisation (bas-fonds) qui constituaient autant d'ouvertures pour les cadets sociaux (hommes et femmes). Nous apprîmes à déconstruire également le mythe du « dynamisme bamiléké », par la collecte de récits de vie resserrés et sélectifs, qui montraient l'importance des catégories sociales « dominées » et des exclus de la réussite.

Samuel Ndembou, géographe travaillant dans le Nord du Cameroun, m'ouvrit les yeux, pour sa part, sur les figures de retournement des sociétés africaines : les couples de coopération/coercition, les catégories de visible/invisible, le binôme de réciprocité/solidarité. La solidarité n'allait plus de soi et possédait un coût social et psychologique élevé tandis que les individus semblaient perpétuellement réenchâssés dans des rapports de forces, fragilisés par des menaces. Tout ceci allant à l'encontre d'une vision naïve véhiculée par certains acteurs de développement. Cela me fut très utile pour préparer le dossier de *Politique africaine* sur les *Violences ordinaires*.

Xavier Durang, géographe urbain, me rappela que la jalousie et le *kongossa* (commérages nuisibles et incessants) étaient des éléments pernicioeux, aggravant une vulnérabilité socio-économique déjà inscrite dans les parcours citadins. Avec ses écrits, je m'interrogeai utilement sur les limites entre espace public et espace privé, et l'impossible quête d'intimité dans des univers familiaux faits de promiscuité et de manque. Ses propres enquêtes urbaines donnèrent lieu à une vivifiante réflexion sur le concept d'identité territoriale et ses effets (compétition spatiale, perception de soi). Cela m'aida à mettre en place un enseignement de Mastère à l'IEDES sur le thème de « géographie des territoires et géopolitique du développement ».

Athanase Bopda, spécialiste de la ville de Yaoundé, m'apprit à faire un usage extrêmement précis des mots que j'utilisais et à veiller à la qualité des données collectées : il eut l'intuition de penser que « la viabilité et la fiabilité » des données, pour stratégiques qu'elles soient, différaient fortement. Je ne l'ai pas oublié. Mieux, je m'aperçois, de manière rétrospective, que j'avais même anticipé sur ce point : ce

principe m'avait déjà guidé dans l'atelier de sélection et de formation des enquêteurs à Yemessoa. Il ne m'a jamais quitté depuis.

Quant à Véronique Alary, jeune agro-économiste, elle m'introduisit à la notion de risque et d'incertitude en économie que je réutilisai dans *L'avenir des planteurs camerounais*, publié en 1999. Les réponses adverses au risque, faites de minimisation, de diversification d'activités ou de mobilité géographique, constituèrent un point-clé de l'analyse du changement. Ce concept a fait florès depuis, associé à celui de vulnérabilité, pour toute analyse sociologique et politique de l'insécurité dans laquelle se meuvent les individus et les ménages.

Avec François de Charles Ouedraogo, géographe ruraliste comme moi, nous avons partagé le même plaisir d'être « en brousse ». Dans la Gnagna, nous apprîmes à observer et à ne pas nous fier aux apparences. Tous les agropasteurs n'étaient pas pauvres et vulnérables, tandis que la richesse restait souvent cachée. Avec l'expérience, la vulnérabilité alimentaire nous apparut à la fois aléatoire et pernicieuse, saisonnière et durable, mais surtout complexe à évaluer. De multiples paramètres sont à intégrer, à différentes échelles spatiales et temporelles, tandis que les inégalités de droits et de capacités introduisent des biais importants.

5. Diversité des tâches et découverte d'une éthique scientifique

Mes débuts, au sein du projet OCISCA, agirent presque comme un révélateur. Par rapport à l'espace universitaire un peu confiné où j'étais précédemment, l'éventail des activités à mener de front, comme apprenti chercheur, avait quelque chose d'excitant et d'angoissant à la fois. Cela préfigurait, avec quelques années d'avance, les évolutions du métier de chercheur liées au changement de mode de gouvernance de la recherche publique en France. Ainsi, le chercheur doit désormais faire ses preuves comme enseignant, analyste, formateur, expert, gestionnaire, évaluateur, animateur, coordonnateur, confident, conseiller, rédacteur, collecteur de fonds, afin de prouver son excellence et son utilité sociale. Vaste programme s'il en est.

Avec Georges comme coordonnateur, nous étions donc, sans le savoir, à la bonne école : rigueur, exigence, partenariat, responsabilité, déontologie furent, d'entrée de jeu, nos compagnes d'inspiration. Quant au principe d'immersion immédiate dans la « recherche pour le développement », il semblait être un des principes fondateurs. Il s'appliqua à tous les étudiants qui « entrèrent en recherche » comme en

sacerdoce : Véronique Alary, jeune agroéconomiste, commença un séjour dans le village de Yemessoa tandis que je me retrouvais embarqué pour une interview du ministre du Commerce et de l'Industrie.

A peine arrivé à Yaoundé, en septembre 1990, je découvris une feuille de route, détaillant un panel d'activités inédites à mener en autonomie relative, allant de la gestion financière d'un observatoire, de la sélection et la formation d'enquêteurs, à la rédaction d'un bulletin scientifique, en passant par de nombreuses lectures documentaires (ouvrages et questionnaire). Tout ceci me convenait car j'avais tout à apprendre (ou presque). Le *Bulletin OCISCA* eut l'heur de me plaire mais déplut à certains par la liberté d'esprit avec lequel il était rédigé (cf. les fameux « TGV du développement »), au point de recevoir une mise au point de la défunte Caisse centrale de coopération économique de l'époque. J'en fus le premier surpris. Ce bulletin a joué, avant l'arrivée d'Internet, un rôle d'appoint non négligeable dans la réussite médiatique du projet. Il me montra, en fin de compte, combien ces « milieux » sont régis par des règles pesantes implicites et peinent à accepter les variations non conformistes.

Je m'attelai néanmoins, avec un plaisir gourmand, à toutes ces nouveautés. Je découvris aussi la distance réciproque qui existait entre chercheurs et développeurs, distance souvent doublée d'incompréhension, de discrédit liés à certaines inégalités. Il faut dire combien les modes de fonctionnement diffèrent, au point que toute rencontre constructive relève presque du miracle. Et pourtant, à l'initiative de Georges, désireux de décloisonner la recherche, il y eut des discussions fructueuses avec les décideurs nationaux et internationaux : lors des séminaires de Nkolbisson où les statisticiens apprirent ce que l'esprit de recherche signifiait et impliquait, ou lors du colloque de Dschang en 1992. L'urgence de la mise en place des premiers observatoires dans l'Ouest et dans le Centre du Cameroun se fit rapidement sentir, afin de répondre à la demande de ces mêmes décideurs nationaux et français. Ces responsabilités nouvelles impliquaient également de nouer des liens avec de nombreux partenaires camerounais. C'était, là aussi, un apprentissage au quotidien dont je soupçonnais fort peu l'importance au départ. Il fallut apprendre à dissiper les craintes, à enjamber les malentendus et à repousser les susceptibilités afin d'avoir des échanges scientifiques de qualité. Ce sera d'ailleurs un aspect fondamental de la recherche collective mise en œuvre à OCISCA. De fait, avec Georges, nous étions loin du simple affichage partenarial

comme il était parfois de mise à l'ORSTOM⁵. Au Burkina, nous eûmes avec le Département de géographie de l'Université de Ouagadougou une collaboration, basée sur le respect, la confiance et la reconnaissance mutuels, assortie d'exigences scientifiques, qui se poursuit encore.

Avec le recul, je m'aperçois que nos recherches au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso étaient appuyées sur une solide éthique construite autour des fondamentaux suivants : capacité à s'adapter, souci de perfection, engagement formateur. Ainsi, la qualité des liens noués avec les enquêteurs et les enquêtés a toujours été considérée comme un élément essentiel de réussite. Du coup, un effort tout particulier a été fait en terme de formation des enquêteurs, à Yemessoa et à Bafou d'abord en 1991, à Bouaké (Côte d'Ivoire) en 1998, à Bogandé (Burkina) en 2001, comme à Mokolo (Cameroun) en 2004. Les sessions ont été organisées en modules, pour un approfondissement progressif : explicitation des termes scientifiques, traduction des questions en langue vernaculaire, jeux de rôle, apprentissage de la codification et du contrôle rapide de la cohérence, test d'enquête complet dans une exploitation. Je pris beaucoup de plaisir à organiser ces ateliers et j'appris là aussi à m'adresser à un public désireux de progresser. Ce fut très formateur pour me préparer à enseigner à l'université. Un effort similaire fut réalisé pour faire connaître notre recherche de terrain en partenariat : on organisa la diffusion des rapports d'enquête et nous fûmes parallèlement encouragés à multiplier les rencontres avec les décideurs nationaux. Nous eûmes aussi à cœur de restituer nos résultats auprès des enquêtés que nous avons longuement mobilisés à Yemessoa, à Bafou et à Bogandé (dans l'Est du Burkina Faso).

La recherche de terrain a donc été le cœur et la raison de notre présence au Cameroun et au Burkina Faso. Nous avons participé à toutes les étapes des recherches, depuis l'élaboration des problématiques et des questions de recherche qui en découlent, le façonnage des questionnaires d'enquête en passant par la formation des enquêteurs-traducteurs, les phases « de terrain », les incessantes corrections des questionnaires (sur le terrain comme au bureau), la rédaction des rapports d'analyse. Pour les jeunes chercheurs que nous étions, toutes ces activités plus ou moins nouvelles étaient très formatrices et nous

⁵ Relation fonctionnelle de recherche sur des bases à la fois utilitaristes, paternalistes, clientélistes et redistributrices, en fonction des enjeux conjoncturels et politiques des institutions concernées.

confortaient dans notre autonomie. Ce fut là sans doute un des objectifs les plus ambitieux de cette « école » de formation à la recherche par la recherche de terrain.

6. Socle collectif partagé et espaces individualisés de réussite

Si les projets OCISCA et VASN diffèrent quelque peu par leur taille, leur philosophie et leur économie politique demeurent proches. Ils ont été construits à partir de concepts de risque et de vulnérabilité aux manifestations différentes selon les territoires et les milieux sociaux considérés. Les méthodologies d'enquête elles aussi n'étaient pas radicalement différentes (enquête à passage répété par questionnaire). Chaque projet a cependant évolué, de manière différente, au rythme des arrivées et des départs de chercheurs et en fonction des opportunités locales. Les thématiques proposées ont évolué, devenant plus individuelles et moins collectives, se rapprochant de l'expertise. Toutefois, l'esprit a survécu. À tel point que de nombreux chercheurs plus jeunes ont fini, jusqu'à la fin des années 1990, par revendiquer l'héritage OCISCA, à défaut d'en avoir vécu les étapes initiatiques.

Le succès de ce projet semble devoir beaucoup à son souci de ne pas verser dans l'expertise, même si une forte demande institutionnelle (et les espérances de gains médiatiques et financiers qui en découlent) existait. Ceci explique sans doute, pour partie, les développements ultérieurs du projet VASN à compter de l'année 2006. À OCISCA également, le coordonnateur eut la délicatesse et la sagacité de maintenir un équilibre entre travail partagé et aspiration individuelle. Au premier, les passages obligés de la correction des questionnaires, de la rédaction d'articles scientifiques, de la formation des enquêteurs ; pour la seconde, les terrains (plus solitaires) des jeunes doctorants jusqu'à leur soutenance. Une quinzaine furent d'ailleurs brillamment soutenues, dans différentes universités françaises, belges, américaines et camerounaises, entre 1995 et 2005.

Ces deux points furent, à n'en pas douter, des éléments essentiels au bon déroulement des recherches. À chacun d'entre nous, sur des problématiques et avec des approches disciplinaires différentes (économie, sociologie, géographie, agronomie), Georges assura un encadrement millimétré et adapté. Ainsi, avec Isabelle, agronome, avons-nous pu travailler dans les mêmes terroirs géographiques de l'Ouest du Cameroun sans pour autant nous concurrencer. Véronique et moi-même travaillâmes sur les recompositions des économies

familiales de plantation mais pas dans les mêmes provinces⁶, ni avec les mêmes hypothèses. Samuel poursuit, comme Michel Simeu Kamdem, son investissement sur l'espace septentrional camerounais. Enfin, Jean-François Trani, économiste du travail, et Gilles Séraphin, sociologue, se fondirent dans la trépidante ville de Douala à peu près au même moment. Au Burkina, nous fîmes trois enquêtes, à trois périodes stratégiques de l'année, avec François de Charles Ouedraogo mais nous n'utilisâmes pas les mêmes données (la valorisation des potentialités en des ressources contre la gestion des ressources alimentaires).

Il y eut aussi parallèlement, pour chacun d'entre nous, des opportunités à saisir : Isabelle alla à Abidjan en 1992 à un colloque organisé par le GIDIS de Côte d'Ivoire sur le thème de « Crise et ajustement » ; Véronique, Samuel et Jean-François furent associés à l'étude de suivi de paiement par le STABEX des arriérés financiers aux planteurs, commanditée par l'Union européenne en 1993 qui déboucha sur plusieurs publications après la dévaluation du franc CFA de janvier 1994 ; Samuel, Michel, Emil Hatcheu et François de Charles obtinrent, de leur côté, à plusieurs reprises, des bourses de l'IRD et des séjours d'accueil à Paris pour se former et rédiger thèse et articles respectifs. De mon côté, je participai à l'étude du ministère français de la Recherche sur l'agriculture de l'Ouest du Cameroun en 1992 avant d'aller à un colloque de la School of African Studies à Londres en septembre de l'année suivante. Quant au colloque international de Dschang de 1992, il fut valorisé par la publication de nos contributions individuelles dans l'ouvrage intitulé *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*. Cet épisode fut reconduit avec *Le désarroi camerounais* qui eut droit à quelques pages de l'hebdomadaire *Jeune Afrique* en 2000.

Chemin faisant, chacun finit par trouver sa place : Parfait Eloundou-Enyegue à Cornell University, Véronique Alary au CIRAD, Jean-François Trani devint Inspecteur du travail avant de migrer à Handicap international, Gilles Séraphin fut accueilli à l'Union nationale des associations familiales (UNAF), Thomas Weiss choisit l'Organisation internationale des migrations (OIM), Emil Hatcheu Tchawe, Samuel Ndembou, Michel Simeu Kamdem poursuivirent leur carrière au Cameroun, à l'Université de Dschang pour Emil et à l'Institut national de la cartographie (INC), pour Samuel et Michel,

⁶ Uniquement les vieilles zones de plantation en ce qui me concerne, élargies à certains espaces pionniers de colonisation pour elle.

François de Charles Ouedraogo passa Maître de conférences (Université de Ouagadougou), tandis que j'entrai à l'ORSTOM en 1995. Chacun poursuit aujourd'hui sa carrière en activité, voire à la retraite, et les occasions (et sans doute la volonté) de se rencontrer se font plus rares. Ce témoignage personnel atteste néanmoins d'une histoire partagée que nous ne pourrions oublier.

Après un tel exercice, à la fois introspectif, mémoriel et scientifique, il me semble encore plus difficile de conclure. Ce n'est pas parce que « la page est tournée que la fin est dite ». Ni trouvée d'ailleurs. C'est pourquoi, je préférerais (re-)parler des géographies que nous avons apprises et pratiquées avec Georges comme formateur. Jamais, ni au Cameroun, ni au Burkina Faso, ni ailleurs, nous n'eûmes le sentiment de faire de la « géographie tropicale », prisonniers de nos terroirs, de particularismes sociétaux et des stéréotypes africanistes. En fin de compte, la géographie de l'éphémère et de l'imprévu – à laquelle Georges nous conviait – nous permit d'en finir avec une ruralité africaine, tantôt magnifiée et culturalisée, tantôt décriée et dénigrée. Cette géographie du temps présent et de la complexité était à la fois adaptative (par la diversité des méthodes utilisées, les emprunts disciplinaires comme la proximité avec le terrain), itérative (en combinant observations et réflexions, concepts et exemples) et dynamique (par la prise en compte des états ponctuels, des processus en cours à différentes échelles de temps et d'espace).

Elle est plus que jamais d'actualité dans un monde où le changement permanent demande de réels talents d'équilibriste.

Janin Pierre (2012)

Géographie du changement, géographie en mouvement

Paris : Karthala, p. 47-64. (Hommes et Sociétés)

ISBN 978-2-8111-0614-0.